



Déclaration

www.efi-ife.org

L'initiative Féministe Euromed IFE-EFI

18 décembre 2010

L'ONU de la Conférence mondiale du Caire

AU :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU BAN KI-MOON

SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL NATIONS UNIES MME. MICHELLE BACHELET

RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU SUR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES MME RASHIDA MANJOO

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES LA COMMISSION SUR LA CONDITION FÉMININE

Nous, 120 femmes et homes de 24 pays à travers le monde, réunis au Caire, en Egypte du 16 au 18 décembre 2010 lors de la conférence globale « Les femmes et les alternatives féministes du 21^{ème} siècle », pour élaborer des propositions féministes pour la paix et la justice sociale avec la laïcité comme pré condition pour la démocratie et le développement ; pour permettre aux féministes de partager leurs expériences et leurs connaissances avec d'autres féministes, des militants pour la paix, des chercheurs et des praticiens sur le terrain et de promouvoir des alternatives féministes à l'influence croissante des fondamentalismes religieux et de la domination patriarcale conservatrice. En continuité de la conférence internationale qui s'est tenue à Skopje en octobre 2009 pour renforcer les stratégies féministes pour les actions transformatives, nous, les participants à la conférence globale du Caire en décembre 2010, affirmons que :

- 1- Dans les sociétés patriarcales du 21^{ème} siècle, les femmes continuent d'être sujettes à l'exclusion systémique des sphères de prise de décision et d'institutions à travers le monde. Cela conduit à la marginalisation des besoins des femmes dans tous les domaines et remet en question le sens des concepts existants de démocratie, de paix et de sécurité. Les vraies paix et démocratie impliquent une mise en œuvre totale des droits humains des femmes et d'une vie libre de toutes les formes de violence contre les femmes. La sécurité de l'Etat n'inclura jamais la sécurité des femmes tant que les femmes continuent d'être marginalisées dans les sphères de prise de décisions.
- 2- Les mouvements fondamentalistes à travers le monde lancent des attaques de plus en plus virulentes contre les droits que les femmes ont acquis à travers leurs luttes durement gagnées au cours des siècles. Les droits des femmes sont des droits humains universels et ne devraient pas être remis en cause pour quelconque raison. La religion est une affaire privée et individuelle et ne devrait pas interférer dans les droits reproductifs et sexuels des femmes. La laïcité, fondée sur la stricte séparation de la religion et de l'Etat, est une pré-condition pour une véritable société démocratique où tous les citoyens, indépendamment de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leurs origines, de leur classe sociale, de leur religion, de leur âge, de leur handicap, devraient bénéficier de la dignité et du respect.

- 3- Face à la crise économique mondiale actuelle du système capitaliste, les femmes paient le prix le plus élevé, confrontées à l'insécurité, à des chutes de salaires, à de faibles retraites, au chômage et à la pauvreté. 80% des travailleurs pauvres sont des femmes. La pauvreté n'est pas un simple manque de moyens financiers, c'est aussi un manque d'accès à la pleine citoyenneté et de pouvoir sur ses propres choix de vie. Le transfert des responsabilités des Etats et des collectivités vers la sphère privée pénalise d'abord les femmes, en empêchant la majorité des femmes de combiner vie professionnelle ou implication dans la sphère publique avec leur vie de famille. Alors que les femmes souffrent de façon disproportionnée des crises économiques et des politiques d'austérité, les dépenses militaires globales ne semblent pas du tout être affectées.
- 4- La violence à l'égard des femmes persiste à travers le monde comme moyen d'exercer systématiquement une domination et un contrôle sur les femmes. Par ailleurs, la tolérance sociale universelle vis-à-vis ce genre de violence est soutenue par la promotion et l'adoption de lois discriminatoires dans de nombreux pays. Ainsi, la violence telle que la prostitution, la flagellation, la lapidation, le viol et les abus sexuels sont acceptés par l'Etat et le gouvernement. La violence contre les femmes entrave le développement social, la liberté et les choix des femmes et limite sévèrement leur capacité à vivre leur vie sans crainte. La violence à l'encontre des femmes est une attaque préjudiciable à l'intégrité corporelle, intellectuelle et psychologique des femmes. Les conventions internationales et les résolutions sur la violence à l'encontre des femmes, ainsi que d'autres lois positives visant à endiguer cette violence ne sont ni mises en œuvre ni adoptées intégralement, comme c'est le cas avec la CEDAW dans plusieurs pays.
- 5- Les femmes portent toujours le fardeau le plus lourd des guerres et occupations. L'assujettissement des femmes et la violence domestique et sexuelle en paix se transforment en viols, en agressions sexuelles et en esclavage en temps de guerre - tout cela sert de stratégie de guerre pour humilier « l'ennemi » et conquérir « sa » communauté. Cela continue à être vrai des conflits militaires en cours partout dans le monde. « La libération des femmes » ne vient pas avec des interventions militaires; les solutions militaires aux conflits n'empêchent ni n'arrêtent le viol dans aucune partie du monde comme nous l'avons vu en Bosnie, au Kosovo, au Soudan, au Congo ou ailleurs.

Ainsi, comme participants à la conférence globale du Caire :

- Nous réclamons la mise en place de mesures globales immédiates, d'actions affirmatives et de politiques pour faciliter l'égalité de participation des femmes dans la prise de décision dans les institutions politiques et économiques, avec un minimum de 30% de quota de genres. Nous sommes convaincus qu'une participation accrue des femmes dans le gouvernement du monde est une étape importante vers l'abolition des méthodes de domination patriarcales, de violence continue à l'encontre des femmes et des populations civiles et mènera à une diminution des interventions militaires et des guerres comme solutions aux conflits et aux résolutions de conflits entre les États et les Nations.
- Nous exhortons tous les États à veiller à ce que leur législation et leurs codes de la famille soient fondés sur les valeurs civiles, féminines et des droits de l'homme, sans intrusion des religions dans les sphères publiques, politiques et législatives et de prendre des mesures urgentes afin de changer les systèmes éducatifs et culturels fondés sur les valeurs patriarcales qui perpétuent la subjugation et l'infériorité des femmes dans la vie publique et familiale.

- Nous condamnons la violence exercée contre les femmes et les filles sous toutes ses formes – physique, sexuelle, psychologique, économique, institutionnelle et sociale- et demandons instamment au Conseil de sécurité des Nations Unies et à tous les gouvernements de prendre des mesures urgentes afin d'améliorer globalement l'égalité des sexes et de promouvoir et adopter une législation contraignante sans tolérance envers les auteurs.
- Nous exhortons la communauté internationale à intervenir et, par des mesures concrètes, à forcer Israël à quitter les territoires palestiniens occupés et à lever le blocus imposé à Gaza. Gaza a été transformée en prison pour les femmes, les hommes et les enfants en violation totale des résolutions de l'ONU et du droit international. Nous condamnons le manque international de volonté politique pour agir efficacement contre une telle atrocité, sans précédent à notre époque. Nous exhortons l'ONU à reconnaître l'État de Palestine comme une étape nécessaire et une condition préalable à un processus de paix global transparent et participatif dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient.
- Nous demandons la fin immédiate de toute occupation et réfutons toutes les affirmations selon lesquelles la présence militaire est un moyen de « libérer les femmes ». Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les formes d'intervention militaire comme moyen de résoudre les conflits et de tous les types d'attaques violentes contre les civils. Nous rappelons à nos politiciens responsables et à nos leaders mondiaux que les programmes de l'ONU et les recherches scientifiques sur la paix ont présenté de nombreux moyens civils pour résoudre les conflits et arrêter les occupations, en ciblant les personnes et les institutions responsables sans blesser les civils.

Le mouvement féministe est un mouvement pacifique internationaliste, préconisant des méthodes non-violentes pour la résolution des conflits et contre toutes les formes d'oppression, d'agression militaire et d'occupation; promouvant des initiatives progressistes pour instaurer l'égalité et la liberté de genre, pour un monde où chacun peut avoir la même possibilité de développer ses propres capacités et de mener une vie décente dans la paix, la justice sociale et une véritable démocratie.

Le Caire, le 18 décembre 2010

L'initiative féministe Euromed défend l'égalité entre les sexes et les droits humains universels des femmes comme inséparables du développement de la démocratie et de la citoyenneté, des solutions politiques à tous les conflits et du droit des peuples à l'autodétermination.

Initiative Féministe Euroméditerranéenne – Euromed Feminist Initiative IFE-EFI

20 rue Soufflot 75005 Paris France; P.O. Box 17345 Amman 111 95 Jordanie SIRET: 48854169900010